

Les subsides

lieu, fort bien, mais au lieu de neutraliser l'acidité, il vaudrait beaucoup mieux prévenir le problème.

Les pourvoyeurs du nord de l'Ontario savent que l'accord conclu entre notre gouvernement et celui des États-Unis ne dépolluera pas les lacs et les rivières de la province. Ils s'en inquiètent vivement. Tout ce qu'on y prévoit, en effet, ce ne sont que des attermolements. La pollution va donc se poursuivre et le degré d'acidité des lacs et des cours d'eau ne pourra que continuer à croître.

Même si toutes ses dispositions sont appliquées, cet accord n'en constituera pas moins qu'une première étape de la lutte pour réparer les effets nocifs des pluies acides sur l'environnement canadien. Inutile de poursuivre les recherches, car la conservation réside dans la réduction de ces précipitations jusqu'à leur élimination. Ces recherches ne sauraient être qu'une mesure provisoire, un moyen d'atteindre le véritable objectif, et non la solution proprement dite. Ceux qui voudraient, comme l'a souhaité le président Reagan, que ce problème soit exclus du contentieux canado-américain s'imaginent peut-être que la longévité va continuer à briser tous les records. À mon avis, on ne doit pas l'exclure du contentieux et on ne le pourra pas de sitôt, même bien après le début du XXI^e siècle.

Le 16 décembre, le ministre de l'Environnement (M. McMillan) s'est adressé en ces termes au comité spécial sur les pluies acides: «On jugera le rapport à la manière dont il s'attaque à la source principale des émissions génératrices de pluies acides, aux États-Unis. S'il y est question de recherches, de modernisation et de technologie, il sera clairement superficiel».

Le voilà donc condamné par la bouche même d'un ministre. Je ne voudrais pas interpréter ces propos de manière trop intransigente. Ils nous permettent néanmoins de comprendre, à la Chambre et au gouvernement, tout le progrès qu'il reste à accomplir et à quel point les résultats obtenus jusqu'ici ne constituent même pas une étape mais ne sont à peine qu'un jalon dans la lutte contre les pluies acides.

Le 11 mars 1981, le président des États-Unis avait dit: «Nous voulons continuer de travailler en collaboration pour comprendre et contrôler la pollution de l'air et de l'eau qui ne respecte aucune frontière». Le gouvernement doit essayer de convaincre le président des États-Unis et son gouvernement de respecter cet engagement.

Je ne veux pas aujourd'hui m'attaquer aux États-Unis parce que je suis pleinement au courant des engagements et des efforts sincères et déterminés fournis à divers échelons aux États-Unis pour protéger l'environnement contre les effets nocifs des pluies acides.

M. Henry Waxman, président d'un comité de la Chambre des représentants chargé d'examiner les mesures de ce genre, a reproché au premier ministre (M. Mulroney) de s'être réjoui de cette entente. Selon lui, cela peut nuire au travail que le Congrès a accompli depuis cinq ans pour obtenir des mesures concrètes, de vraies recherches et une réduction réelle des taux de pollution.

Nous savons que certains groupes aux États-Unis s'opposent à toute mesure pour contrôler les pluies acides ou du moins qu'ils appuient uniquement les mesures tellement évidentes et peu coûteuses qu'elles n'auraient qu'un effet dérisoire tant sur

le débat que sur le problème lui-même. Apparemment, le président de la United States National Coal Association a comparé les écologistes aux terroristes du Moyen-Orient et a dit que l'entente était une bonne chose parce qu'elle compensait le premier ministre pour sa cordialité envers les États-Unis.

Nous ne pouvons pas tolérer une telle attitude plus longtemps. Cela ne peut que continuer à causer des problèmes dans nos rapports bilatéraux. Si le premier ministre ne peut pas surmonter l'attitude condescendante et paternaliste de certaines personnes qui ne font même pas partie du gouvernement des États-Unis, le Canada continuera certainement à avoir des problèmes à cause des pluies acides à l'avenir.

Avant d'être élu, le président des États-Unis faisait peu de cas des inquiétudes des écologistes et disait que les arbres polluent davantage que les automobiles. Il parlait peut-être des émissions nocturnes de dioxyde de carbone, mais malheureusement, de telles déclarations restent dans l'esprit des gens et ont tendance à convaincre le public que tout va bien alors que nous sommes menacés par une catastrophe écologique, non seulement dans l'est et le nord-est du Canada, mais aussi dans les États de la Nouvelle-Angleterre, où la pollution de l'environnement vient non seulement des États-Unis eux-mêmes, mais aussi du Canada.

Pour être justes envers les Canadiens et envers les Américains que nous cherchons à influencer, nous devons reconnaître que le Canada est en bonne partie à blâmer pour son problème de pluies acides. Nous nous devons non seulement de garantir que nous prenons des mesures de concert avec les États-Unis, mais aussi de nous attaquer aux problèmes qui relèvent entièrement de notre compétence et que nous sommes tout à fait capables de résoudre nous-mêmes.

Je signale pour terminer qu'il est au pire tout à fait irréaliste et au mieux extrêmement prématuré de se réjouir de l'accord conclu la semaine dernière. Nous nous trouvons devant un problème qui attendra longtemps une solution réelle. Je pense que nous devons à tous les Canadiens de reconnaître le peu de progrès que nous avons accomplis jusqu'ici et de convaincre tous les habitants du pays d'unir leurs efforts en vue de trouver une solution à ce très grave problème écologique.

L'hon. John A. Fraser (Vancouver-Sud): Monsieur le Président, j'espère que mes observations d'aujourd'hui ne seront pas trop longues, mais je tiens néanmoins à dire certaines choses. De concert avec d'autres députés, je me bats depuis de nombreuses années pour enrayer le problème des pluies acides. Certains de mes collègues d'en face se rappellent que, en ma qualité de ministre de l'Environnement dans le gouvernement du très honorable Joe Clark, j'ai été chargé d'entamer les premiers pourparlers, au niveau ministériel, avec le gouvernement du président Carter à l'époque. Ces pourparlers ont abouti à la présentation de l'énoncé d'intention qu'ont signé le président Carter, pendant les dernières semaines de son régime, et le premier ministre de l'époque, M. Trudeau.

Il a été question aujourd'hui de ce qui s'est passé par la suite. Tous les députés savent ce qui est arrivé par la suite. Certains conseillers du président et de son cabinet ont nié l'existence du problème des pluies acides; ou encore, s'il existait effectivement, il était dû à des causes naturelles; ou bien, s'il était dû à des causes pas exclusivement naturelles, il ne